

Document

Zone euro et FMI prêts à prêter jusqu'à 80 milliards à la Grèce. (12.04)

Reuters – 11.04

Après plusieurs semaines de négociations, les pays de la zone euro ont annoncé un accord avec la Commission européenne, la BCE et le FMI sur les contours d'un programme triennal de prêts bilatéraux à la Grèce, si celle-ci en fait la demande.

Le montant total de ce programme, destiné à ramener le calme sur les marchés, pourrait aller jusqu'à 80 milliards d'euros, selon un responsable du ministère des Finances grecs, dont 40 milliards d'euros pour la seule première année.

Le Fonds monétaire international fournirait 10 milliards d'euros et les pays de la monnaie unique 30 milliards, à des taux proches de 5% selon le type de prêt.

"La Commission, en liaison avec la BCE, commencera à travailler le lundi 12 avril avec le FMI et les autorités grecques sur un programme conjoint (incluant les montants et les conditions, à partir des recommandations du conseil Ecofin de février)", est-il indiqué dans une déclaration écrite de soutien à la Grèce endossée par l'ensemble de la zone euro.

"En parallèle, les Etats membres de la zone euro prendront les mesures nécessaires, au niveau national, afin d'être en mesure de fournir une assistance rapide à la Grèce. (Ils) décideront de l'activation de ce soutien lorsque cela sera nécessaire et les déboursements seront décidés par les Etats membres participants", est-il encore indiqué.

Réagissant à cette annonce, le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, a rappelé que son pays n'avait pas demandé l'activation du mécanisme d'aide d'urgence et a dit espérer pouvoir continuer à emprunter normalement sur les marchés.

Un responsable du ministère des Finances a ensuite précisé que la Grèce déciderait d'une éventuelle demande d'aide en fonction de l'évolution, au cours des prochains jours, des "spreads", les écarts de rendement entre les obligations d'Etat grecs et les titres obligataires de référence.

Cette prime de risque était proche vendredi des 400 points de base, après un record à plus de 460 pdb la semaine dernière.

DES TAUX CALCULÉS COMME AU FMI

Réunis pendant environ deux heures en vidéoconférence, les ministres des Finances de la zone euro sont finalement parvenus à s'entendre sur l'un des points centraux du mécanisme : la méthode de fixation du taux d'intérêt auquel ces prêts seraient offerts à Athènes.

La formule retenue est calquée sur celle utilisée par le FMI et "afin de constituer des incitations pour la Grèce à revenir à un financement de marché, les prêts des Etats membres de la zone euro seront offerts à des taux non-concessionnels", insiste la déclaration.

Les prêts à taux variable seront basés sur le taux Euribor à trois mois. Les prêts à taux fixe seront basés sur les swaps de taux Euribor pour les durées correspondantes.

En sus, une charge de 300 points de base sera appliquée, et 50 points de base supplémentaires seront ajoutés pour couvrir les coûts opérationnels des prêts.

Enfin, les taux des prêts d'une durée supérieure à trois ans seront majorés de 100 points de base.

Selon les calculs des pays de la zone euro, en se basant sur les cours du 9 avril, un prêt à taux fixe à trois ans serait accordé à un taux proche de 5%?

En se basant sur le taux Euribor de vendredi dernier (0,641%), un prêt à taux variable pour une durée inférieure à trois ans serait quant à lui émis à un taux de 4,141%.

Lors d'une conférence de presse, le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, et le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, Olli Rehn, ont précisé que tous les membres de la zone euro participeraient au mécanisme au prorata de leur participation au capital de la BCE.

"La Commission sera chargée de coordonner le dispositif et la BCE sera l'agent payeur (...) Il n'y a pas de décision d'activer ce mécanisme mais nous sommes prêts", a dit Jean-Claude Juncker.

LES POMPIERS SONT PRÊTS

Le Premier ministre luxembourgeois a également jugé que cette communication était susceptible de rassurer les marchés, après les réactions négatives aux précédents accords du 11 février, 15 mars et 25 mars.

"La décision d'aujourd'hui est d'une nature différente. Elle montre qu'il y a de l'argent derrière elle", a-t-il déclaré.

Un responsable allemand a lui aussi considéré dimanche que cet accord rassurerait les marchés et laisserait ainsi le champ libre à la Grèce pour "faire ses devoirs".

"La brigade de pompiers est maintenant prête à agir et les réservoirs d'eau sont remplis (...) Mais elle ne quittera pas la caserne tant qu'il n'y aura pas d'appel au secours. Les chances sont plus grandes maintenant qu'il n'y ait pas d'appel au secours. La maison a été protégée du feu", a-t-il dit.

Un premier test aura dès mardi lorsque la Grèce lèvera sur les marchés pour 1,2 milliard d'euros à six et douze mois.

Le pays, qui emprunte à l'heure actuelle à plus de 7% à 10 ans, doit lever environ 11 milliards d'euros d'ici fin mai pour refinancer sa dette et quelque 53 milliards d'euros sur l'ensemble de 2010.